

Objektyp: **Miscellaneous**

Zeitschrift: **Ingénieurs et architectes suisses**

Band (Jahr): **121 (1995)**

Heft 23

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

taines conventions internationales et désavantagerait notre économie par rapport à la concurrence internationale.

Il me paraît utile de préciser que je respecte le droit d'initiative et que je fais confiance à la démocratie et au bon sens du peuple souverain. J'invite tous ceux qui ont une vision d'avenir de notre pays à voter non et à œuvrer activement auprès du public pour qu'il refuse cette initiative dangereuse. Il va de soi que nous devons accepter le dialogue et y participer, afin de lancer le débat sur la place publique et de répondre aux questions légitimes du peuple.

Voilà donc un exemple parmi d'autres qui illustre bien les responsabilités de l'ASST/SATW, au carrefour de la recherche, de la technique et de la politique. Pour l'avenir de notre pays, il

faut faire confiance à nos chercheurs et l'une des tâches que la loi fédérale sur la recherche a dévolue à notre Académie est précisément d'améliorer la compréhension du public pour les questions scientifiques.

Dans ce sens, il me semble très important que l'ASST/SATW dénonce vigoureusement l'attitude des milieux qui critiquent violemment et de manière systématique, sans nuance ni mesure, tout progrès technique, alors qu'ils en sont, comme chacun, aussi les heureux bénéficiaires. Cette attitude négative ne se trouve pas seulement chez les fondamentalistes de l'écologie, mais également dans une partie importante de la population et du monde politique. On refuse tout nucléaire, on fait opposition à la construction de nouvelles installations hydroélec-

triques et l'on consomme toujours d'avantage d'électricité... On s'oppose au génie génétique, aux essais sur les animaux et l'on veut les meilleurs soins médicaux ou des produits de lessive sans phosphates. Or cette attitude me semble particulièrement incohérente.

Nous devons savoir si nous voulons évoluer dans une société moderne et ouverte au progrès ou si nous préférons vivre dans une société arriérée, parfaitement gelée, conservatrice, bloquée. De même, nous devons décider si, convaincus que l'insularité est le meilleur moyen de préserver notre avenir, nous entendons rester sur notre île helvétique économiquement coupée de ses voisins ou si nous préférons nous ouvrir sur l'Europe et sur le monde.

L'énergie solaire pour un développement durable

Dans son rapport publié fin août, l'Académie suisse des sciences techniques (ASST/SATW) avec ses 58 sociétés membres actuelles, recommande le passage à un approvisionnement énergétique basé de plus en plus sur le rayonnement solaire.

Dans les conditions actuelles du marché, l'utilisation du solaire thermique, notamment dans les nouvelles constructions, permet la substitution d'une part considérable d'énergie non renouvelable, alors que la contribution d'électricité solaire est extrêmement modeste, pour des raisons de coûts. Malgré les progrès, nos rapports actuels avec l'énergie et la tendance qui en découle, demeurent cependant incompatibles avec les exigences d'un développement durable. Aujourd'hui, en effet, les émissions de CO₂ produites par une économie mondiale dépendant à 90% de l'énergie fossile se montent au double de ce qui serait tolérable pour ne pas dépasser la charge assimilable par l'écosystème global à long terme. Or nous pouvons entreprendre les changements indispensables, si nous nous décidons à nous tourner vers les sources de prospérité renouvelables: l'énergie solaire et l'intelligence humaine.

L'usage accru de l'énergie solaire ainsi que le développement et la diffusion de technologies avancées doivent être désirés sur les plans éthique, technico-scientifique et politique. Les mesures d'encouragement appliquées jusqu'ici (crédits de

recherche, campagnes d'information, prescriptions et subventions) doivent être poursuivies, mais ne suffisent pas à long terme. La percée nécessaire ne pourra être réalisée que si la volonté politique modifie les conditions-cadre de sorte que les pressions économiques produisent des solutions conformes aux exigences du développement durable. Comme une politique énergétique purement nationale n'a pas pu résoudre les problèmes, la Suisse devrait figurer dans le peloton de tête, par des efforts visant à l'harmonisation internationale des mesures requises.

Cette publication de l'ASST porte le N° 24 et elle peut être obtenue auprès du secrétariat de l'ASST/SATW, à Zurich, au prix de 20 francs, frais de port inclus; tél. 01/283 16 16.

